

Signes

N°3 des Temps

Racisme - Antiracisme Nouveaux habits - Nouveaux concepts

Publication de BePax
Paraît 5 fois par an

JUIN-JUILLET-AOÛT 2020

Avec le soutien de la
Région de Bruxelles-Capitale

Avec le soutien de la Fédération Wallonie-Bruxelles

Sommaire

Comité de rédaction

Benjamin Peltier,
Anne-Claire Orban,
Edgar Szoc,
Aïda Yancy,
Julia Mozer,
Nicolas Rousseau.

Rédaction-Administration

ASBL BePax
Chaussée Saint-Pierre, 208
1040 Bruxelles

Tél. : +32 (0)2 896 95 00
E-mail : info@bepax.org
facebook.com/bepaxasbl
www.bepax.org

Compte bancaire :
BE 28-7995-5017-6120

Mise en page
www.acg-bxl.be

EDITO

3

DOSSIER

Théorie du Grand Remplacement : apparition ou renouveau ?

Anne-Claire Orban et Edgar Szoc

4

L'intersectionnalité : un concept à ne pas vider de sa substance

Aïda Yancy

7

La haine, ce virus

Julia Mozer

10

Des parapluies usés pour entretenir l'ignorance blanche

Nicolas Rousseau

13

Edito

Racisme - Antiracisme

Nouveaux habits - Nouveaux concepts

Si le racisme est quelque chose qui tend à perdurer, les formes qu'il revêt ou le vocabulaire qu'il utilise semblent, eux, beaucoup plus changeants. L'extrême-droite, tout en conservant un fond inchangé, n'utilise plus forcément les mêmes éléments de langage qu'il y a trente ans. Cette souplesse de vocabulaire s'explique en partie par le caractère moralement condamnable du racisme, qui conduit les discours racistes à évoluer afin de ne jamais être perçus comme tels. Si dans les années 80, Jean-Marie Le Pen se sentait autorisé à parler de « bougnoul », ce serait maintenant inconcevable. C'est donc d'autres attributs de langages et d'autres concepts qui sont mis en avant. Un concept raciste qui a le vent en poupe et fait de plus en plus parlé de lui, est celui de « grand remplacement ». Cette idée, promue par le Français Renaud Camus, s'est essaimée à travers le monde jusqu'à servir de motivation au terroriste suprématiste blanc qui a commis l'attentat contre deux mosquées de Christchurch. Anne-Claire Orban et Edgar Szoc reviennent sur la généalogie du concept dans le premier article de ce numéro.

Mais si le racisme sait se montrer imaginatif pour continuer à avancer masqué, le mouvement antiraciste n'est pas en reste dans les réponses qu'il y apporte. Et ces dernières années ont été marquées par une réelle vitalité de l'antiracisme dans le renouvellement de ses concepts et de ses grilles de lecture. D'une approche « morale » de la question du racisme, la société civile antiraciste tente de faire évoluer l'approche vers une lecture systémique du problème. Et tente de s'armer de concepts servant d'autant de lunettes qui permettent ensuite de lire des réalités jusque-là trop peu visibles. Nous allons explorer dans ce numéro trois approches :

Aïda Yancy, historienne spécialisée dans les questions de race, de genre, d'orientation sexuelle, d'oppression et de domination sociale, nous parlera d'abord du concept d'intersectionnalité. Bien que déjà formellement ancien, il avait été proposé en 1989 dans un article par Kimberlé Crenshaw, afro-féministe américaine, il connaît un regain d'intérêt depuis plusieurs années. Ce regain ne va pas sans parfois conduire à vider le terme de sa substance, à dé-radicaliser l'apport de l'outil. C'est notamment contre cette tendance que l'auteurice alertera. Ensuite, nous aborderons la question des discours de haine. Bien que ceux-ci soient loin d'être nouveaux, la lutte pour les contrer a connu un tournant majeur avec l'avènement d'internet. Julia Mozer essaiera de baliser la question à partir de son importante expertise en la matière : elle travaille précisément sur la question des discours de haine au sein du CEJI (contribution juive pour une Europe inclusive). Enfin, le dernier article est l'œuvre de Nicolas Rousseau, travailleur au sein de BePax, et qui en 2019 s'est attelé à la rédaction d'une étude sur le concept de blanchité. Quand durant des décennies la lutte antiraciste a limité son étude à un focus sur les populations qui subissaient celui-ci, il devient maintenant urgent d'inverser le regard pour comprendre quel rapport au monde le fait d'être blanc développe. J'espère que ces articles, de qualité, sauront rencontrer votre intérêt.

Bonne lecture et bon été !



Benjamin Peltier

Dossier

Théorie du Grand Remplacement : apparition ou renouveau ?

Si l'on peut être tenté de croire en la nouveauté de théories fantasmant le remplacement des populations européennes par des populations étrangères, ce fantasme n'est pourtant pas neuf. L'explosion de telles théories sur les réseaux sociaux passe sous silence les origines de cette pensée islamophobe et raciste, remontant aux années 1970.

Depuis la disparition des penseurs de ce qu'il est désormais convenu d'appeler la « French Theory » -Derrida, Foucault, Deleuze regroupés dans un ensemble un peu *ad hoc*, les déplorations au sujet de la fin du rayonnement intellectuel français se succèdent avec une régularité métronomique. La France serait désormais incapable de produire des intellectuels d'envergure mondiale, susceptibles de forger des concepts stimulant la pensée aux quatre coins du monde, et attisant l'enthousiasme des milieux artistiques, militants ou académiques.

C'est faire peu de cas du succès phénoménal de Renaud Camus et de son concept de « Grand remplacement », apparu la première fois dans un livre publié en 2010 (*L'Abécédaire de l'innocence*) et développé l'année suivante dans un ouvrage éponyme. Il est difficile de nier ses effets aussi concrets que tragiques : pour ne prendre que l'année 2019, les auteurs des attentats de Christchurch, d'El Paso et de

Poway en 2019 se sont revendiqués de cette théorie, tout comme huit ans plus tôt, Anders Breivik, responsable des massacres d'Oslo et Utøya.

Mais que dit cette « théorie » ? Il faut reconnaître à Camus qu'il s'abstient lui-même de toute ambition théorisante : il affirme en effet que « le grand remplacement n'a pas besoin de définition » car ce ne serait « pas un concept » mais un « phénomène », déclarant : « Un peuple était là, stable, occupant le même territoire depuis quinze ou vingt siècles. Et tout à coup, très rapidement, en une ou deux géné-

rations un ou plusieurs autres peuples se substitue à lui. Il est remplacé, ce n'est plus lui. »

L'ambiguïté a longtemps plané sur la paternité de l'expression. Sur la base de malentendus et d'une absence de vérification des sources, des historiens ont pensé pouvoir l'attribuer à Maurice Barrès plutôt qu'à Renaud Camus. Il est désormais bien établi que c'est ce dernier qui l'a utilisée pour la première fois¹.

1. Voir Jacques Pezet, *Maurice Barrès avait-il vraiment utilisé l'expression « grand remplacement » un siècle avant Renaud Camus ?*, Libération, 21 novembre 2019. Disponible sur : https://www.liberation.fr/checknews/2019/11/21/maurice-barres-avait-il-vraiment-utilise-l-expression-grand-remplacement-un-siecle-avant-renaud-camu_1764653
2. Edouard Drumont, *La France juive*, Ch. IV.
3. Dominique Albertini, « Pour le Front national, il y a l'Occident chrétien et la barbarie », *Libération*, 19 août 2014.
4. https://www.liberation.fr/france/2015/10/13/le-grand-remplacement-totem-extreme_1403361
5. Pascal Blanchard, Dominic Thomas et Nicolas Bancel, *Vers la guerre des identités ? De la fracture coloniale à la révolution ultranationale*, Paris, La Découverte, 2016.



L'adhésion aux théories du complot ne serait que le symptôme d'un mal plus profond : l'effondrement de la confiance dans les institutions publiques, politiques et médiatiques.

Si le terme est neuf, le concept a une généalogie, qui est aussi celle de la crainte de submersion des populations européennes. Il convient toutefois de remarquer que l'essentiel de ses antécédents historiques a plutôt trait à une prise de pouvoir de certaines minorités (au premier rang desquelles les Juifs) qu'à un véritable processus de substitution génétique d'une ou plusieurs populations à une autre. C'est ce type de fantasme qu'exprime par exemple Édouard Drumont dans son *best-seller*, *La France juive*, qui accuse les Juifs de vouloir détruire la « francité » par ruse : « Pour réussir dans leur attaque contre la civilisation chrétienne, les Juifs en France ont dû ruser, mentir, prendre des déguisements de libres penseurs. S'ils avaient dit franchement : "Nous voulons détruire cette France d'autrefois, qui a été si glorieuse et si belle, pour la remplacer par la domination d'une poignée d'Hébreux de tous les pays", nos pères, qui étaient moins ramollis que nous, ne se seraient pas laissés faire « détruire cette France

d'autrefois qui a été si glorieuse pour la remplacer par la domination d'une poignée d'Hébreux de tous les pays²».

Ce que Drumont affirme pour la France, certains l'affirmeront pour le monde. Dans un entretien accordé à Libération, l'historien Nicolas Lebourg attribue « [l]a thèse d'un changement de population » à « des milieux néonazis qui, à partir des années 50, voyaient là l'œuvre du complot juif pour instaurer une dictature ploutocratique mondialiste. Et appelaient donc à l'alliance avec l'URSS et/ou la Chine maoïste³». Pour l'historien, après la Seconde guerre mondiale « se développe, dans les organisations internationales d'extrême-droite, l'idée que l'immigration est le fruit d'un complot juif, visant à remplacer la race blanche par une humanité métisse vivant partout des mêmes marchandises. La dépénalisation de l'avortement donnera lieu à de semblables discours sur le génocide des petits enfants blancs par la "juive Veil"⁴». Renaud Camus se serait donc emparé d'un schéma narratif

et explicatif préexistant et l'aurait simplement vidé de sa substance antisémite à laquelle il aurait substitué la thématique plus contemporaine du choc des civilisations.

Nicolas Bancel, Pascal Blanchard et Dominic Thomas vont un pas plus loin en expliquant le succès de la formule par l'élimination de son noyau antisémite : « l'antisémitisme et le racisme biologique hiérarchisant sont clairement des facteurs de marginalisation sociale » et affirment que le « mythe du "grand remplacement" n'a connu le succès qu'une fois disjoint de la notion de "complot juif"⁵. » Pour stimulante que puisse apparaître cette interprétation, il ne faut toutefois pas oublier que la première accession de Renaud Camus à une notoriété dépassant quelques cercles littéraires s'est faite à l'occasion de l'affaire dite « Panorama » : dans son journal de 1994 (paru en 2000 sous le titre « La Campagne de France »), Renaud Camus s'amuse à compter le nombre de journalistes juifs de cette

émission de France Culture et à en déplorer la surreprésentation : « Les collaborateurs juifs du Panorama de France Culture exagèrent un peu tout de même : d'une part ils sont à peu près quatre sur cinq à chaque émission, ou quatre sur six ou cinq sur sept, ce qui, sur un poste national ou presque officiel, constitue une nette sur-représentation d'un groupe ethnique ou religieux donné ; d'autre part, ils font en sorte qu'une émission par semaine au moins soit consacrée à la culture juive, à la religion juive, à des écrivains juifs, à l'État d'Israël et à sa politique, à la vie des juifs en France et de par le monde, aujourd'hui ou à travers les siècles. C'est quelques fois très intéressant, quelquefois non ; mais c'est surtout un peu agaçant, à la longue, par défaut d'équilibre. » Le parcours de Renaud Camus est marqué de nombreux revirements parfois déstabilisants pour qui essaye de retrouver la cohérence d'une pensée ou d'une vision du monde : celui-ci en constitue un des exemples les plus flagrants (voir encadré biographique).

D'autres historiens trouvent des racines au Grand remplacement, qui sont bien antérieures au néo-nazisme d'après la Seconde Guerre mondiale. Ainsi, selon Gérard Noiriel, la fin du XIXe siècle avait déjà vu prospérer des pamphlets alarmistes prophétisant la fin de la race et de la civilisation. D'après lui, « à partir des années 1960 les arguments culturels et religieux ont remplacé les arguments biologiques, mais le discours du déclin national par leur faute demeure. Pourtant, dans aucun pays d'immigration les prédictions catastrophistes ne se sont concrétisées⁶ ». La « théorie » du Grand remplacement marquerait dès lors en quelque sorte le retour de la génétique en politique.

Quant à Maurice Barrès, s'il n'a pas inventé le terme, l'attribution de paternité dont il a été l'objet ne s'est pas effectuée sans quelques motivations qui ont rendu cette erreur crédible.

Dans un article de 1900 retrouvé par l'historien Laurent Joly, se retrouvent des formulations étrangement proches de celles auxquelles recourra Renaud Camus plus d'un siècle plus tard : « Aujourd'hui, parmi nous, se sont glissés de nouveaux Français que nous n'avons pas la force d'assimiler [...] et qui veulent nous imposer leur façon de sentir. Ce faisant, ils croient nous civiliser ; ils contredisent notre civilisation propre. Le triomphe de leur manière de voir coïnciderait avec la ruine réelle de notre patrie. Le nom de France pourrait bien survivre ; le caractère spécial de notre pays serait cependant détruit⁷. »

À côté de ces racines théorisantes et purement idéologiques, d'autres ouvrages de nature plus littéraire illustrent le caractère ancien de l'obsession « remplaciste » et son imprégnation dans la culture. L'un d'entre eux, au moins, a constitué un énorme succès de librairie : « Le camp des saints » de Jean Raspail. Paru pour la première fois en 1973 et réédité huit fois depuis, ce roman a connu une diffusion dépassant grandement les seuls cercles d'extrême-droite. L'intrigue en est simple : dans le delta du Gange, un million de personnes s'emparent de cargos en route vers l'Occident – et plus précisément la Côte d'Azur. Les pouvoirs publics sont incompetents, l'armée impuissante et la population française trop veule pour les arrêter. Dans le delta du Gange, un million de « miséreux » prennent d'assaut des cargos. Le lecteur assiste donc à cette invasion à la fois pacifique et destructrice dans un ton qui renvoie fréquemment à l'Apocalypse de Saint-Jean. Plus récemment, *Soumission*, de Michel Houellebecq se plaît à « anticiper » l'élection d'un président musulman en France et les vicissitudes qu'elle fait subir au pays...

« ils sont partout! », « On nous musulmanise! », « Rendez-nous notre Père Fouettard! », autant de manifestations du fantasme d'un remplacement des populations blanches européennes par des populations dites « étrangères ». En reliant des changements sociétaux des plus divers, les théories d'un grand remplacement offrent une explication peu scientifique, réductrice et naïve, aux évolutions de la société européenne, mais accessible à tous et toutes.

Que répondre aux tenants de telles théories fantasmées ? Différentes analyses (Cambio, Vandewinkel et Copetti, Szoc 2016) avancent l'inefficacité d'une politique publique de lutte contre le complotisme. En effet, l'adhésion aux théories du complot ne serait que le symptôme d'un mal plus profond, à savoir l'effondrement de la confiance dans les institutions publiques, politiques et médiatiques.

Il est toutefois envisageable d'agir à plus petite échelle, auprès des personnes autour de nous, qui, faute d'informations adéquates, glissent lentement vers l'adhésion à ces théories. La nouvelle étude de Bepax, « Grand remplacement ou grand fantasme ? Des réponses pour déconstruire » offre aux lecteurs.trices des pistes de compréhension et des réponses à mobiliser face aux tenants de telles théories fantasmées.



Anne-Claire Orban – Edgar Szoc

6. Frédéric Joignot, « Le fantasme du « grand remplacement démographique », *Le Monde*, 23 janvier 2014.

7/ Cité dans Laurent Joly, *Naissance de l'Action française*, Paris, Grasset, 2015, p. 87.

L'intersectionnalité : un concept à ne pas vider de sa substance

L'intersectionnalité est un concept à la mode, on le retrouve un peu partout : dans les dossiers de subsides, au Parlement Européen, dans les mouvements féministes, écologistes, ou antiracistes, à l'Université, etc. Souvent compris comme un synonyme de « diversité », il évoque des images joyeuses et puissantes aux relents de publicité Benetton. Zoom sur un terme mal compris.

Qu'est-ce que l'intersectionnalité ?

L'intersectionnalité, n'est pas un synonyme de diversité. On l'explique souvent, à tort, comme une sorte de gâteau à étages dont chaque étage représenterait une facette de soi, une façon de détailler où on aurait « perdu » ou « gagné » à la loterie du hasard : « on peut à la fois être une femme ET Rom ET lesbienne ET trans* ET musulmane ET vivre avec un handicap ». Cette approche très répandue se focalise sur les identités sans entrer en profondeur dans le cœur du problème.

L'intersectionnalité, plus qu'un concept, est un outil. Un outil dont le but est de mettre en lumière les discriminations cumulées vécues par les personnes multi-minorisées afin de les éradiquer. Les origines de ce concept se trouvent dans les luttes des féministes noires américaines qui articulent cette question depuis le 19^{ème} siècle au moins¹. Kimberlé Crenshaw, la juriste afro-américaine

qui a publié le terme la première fois, prend l'anthologie afroféministe américaine intitulée « Toutes les femmes sont blanches, tous les noirs sont des hommes, mais certaines d'entre nous sont courageuses² » comme point de départ de son article. L'article, publié en 1989³, est devenu extrêmement célèbre et remet en question la manière dont on approche les politiques d'anti-discrimination.

L'explication la plus simple de l'intersectionnalité est la métaphore qui lui donne son nom. Imaginons qu'une personne soit à la fois une femme et noire. Elle se trouve au carrefour, à l'intersection, entre la rue du genre et celle de la race. Sur ces rues roulent respectivement la voiture « sexisme » et la voiture « racisme ». Il se trouve que cette personne se retrouve heurtée simultanément par ces deux voitures. Les dégâts occasionnés sont évidemment non seulement supérieurs à ceux qu'elle aurait subi si elle n'avait été heurtée que par une seule voiture mais ils

sont aussi différents (deux angles d'approches différents, des débris non présents avec une seule voiture, etc. je vous laisse imaginer). Lorsque l'ambulance représentant ici la Loi débarque pour soigner et protéger cette personne, elle est incapable de voir les effets modifiés et découplés du crash et exige de savoir si les dégâts ont été occasionnés par le sexisme ou le racisme. C'est là que l'intersectionnalité entre en jeu. Cet outil agit comme une paire de lunettes et permet de voir que ce qui a provoqué les dégâts subits par cette femme noire est une combinaison des deux discriminations, avec des effets spécifiques dus à cette combinaison, et par conséquent que la manière de traiter ses blessures doit être adaptée.

Bien sûr, au-delà des identités de genres et des identités raciales, un nombre presque illimité d'identités marginalisées peuvent être ajoutées avec leurs discriminations spécifiques. Ce qui est particulièrement important à retenir c'est que l'intersectionnalité ne concerne pas tout le monde. Cet outil vise à mettre en lumière les effets découplés des discriminations systémiques et ne concerne donc que **les personnes au carrefour de plusieurs discriminations dites systémiques**. A commencer par le sexisme et le racisme. Pour être systémique, une discrimination doit être à la fois individuelle, structurelle (par exemple en ce qui concerne l'accès à l'emploi, au logement, etc.), institutionnelle (avoir des effets dans les institutions

1 - Le premier texte considéré comme afro-féministe américain à notre disposition aujourd'hui est le discours de Sojourner Truth de 1851 « Ne suis-je pas une femme » ou « Ain't I a Woman ? ». Les différentes versions sont disponibles sur <https://www.thesojournerttruthproject.com/compare-the-speeches/>

2 - HULL Gloria T., BELL SCOTT Patricia, SMITH Barbara (ed.), *All the Women are White, All the Blacks are Men, But Some of Us are Brave*, The Feminist Press, 1982.

3 - CRENSHAW Kimberlé, "Demarginalizing the Intersection of Race and Sex: A Black Feminist Critique of Antidiscrimination Doctrine, Feminist Theory and Antiracist Politics", *University of Chicago Legal Forum*, Vol. 1989: Iss. 1, Article 8. [En ligne]. < <http://chicagounbound.uchicago.edu/uclf/vol1989/iss1/8> >

Il ne peut y avoir
de lutte contre
un problème unique
parce que nous ne
vivons pas de vie à
problème unique



comme l'école ou la police), et historique⁴. En plus du sexisme et du racismisme, nous retrouvons dans les discriminations systémiques notamment, le classisme, l'homophobie, la transphobie⁵ et le validisme⁶.

L'intersectionnalité, un outil nécessaire à la lutte antiraciste ?

En se basant sur la définition de l'intersectionnalité donnée plus haut, il devient clair que l'outil est essentiel à la lutte antiraciste tout simplement parce que celle-ci concerne des personnes aux réalités et aux discriminations multiples. Parmi les personnes racisées il y a plus de 50% de femmes, des personnes vivant avec un handicap, des personnes LGBTQI+, etc. Au total, seule une minorité de personnes racisées n'a

que la race comme critère discriminatoire. Comme l'écrivait Audre Lorde, poétesse lesbienne noire américaine, il ne peut y avoir de lutte contre un problème unique parce que nous ne vivons pas de vie à problème unique⁷.

Malheureusement, dans les faits, un grand nombre d'éléments et de dynamiques font obstacle à l'application de l'intersectionnalité pour un antiracisme efficace. La croyance persistante que le racisme est un problème moral individuel en est une. Cette croyance, en plus de se focaliser sur l'agresseur plutôt que sur la victime, occulte les dimensions structurelles, institutionnelles et historiques du racisme et offre une réponse simpliste et incomplète à un problème complexe et omniprésent. De plus, elle ouvre la porte au mythe du « racisme anti-blanc⁸ ».

Aussi, l'intersectionnalité a tendance à être interprétée de manière superficielle, or, ainsi, ses effets ne peuvent que se limiter au domaine des apparences. Le fait d'engager des personnes racisées par exemple, peut donner l'impression, en surface, qu'un espace, un lieu de travail, est intersectionnel. Le problème est que sans changement structurel dans les dynamiques de travail, très souvent, les personnes minorisées et même multi-minorisées qui sont engagées finissent par devoir porter sur leurs épaules tout le poids du changement et leur présence même permet souvent aux personnes majoritaires de considérer que le but est atteint, comme si elles étaient une sorte de « preuve que le travail antiraciste est fait étant donné qu'elles sont là » tout en les empêchant d'y travailler en profondeur comme Sara Ahmed le met en lumière dans son livre

sur la notion d'accès sous toutes ses formes. Qui a accès à quoi dans notre société et comment ? Ou plutôt : qui n'a pas accès à quoi dans notre société et pourquoi ? La nature de l'intersectionnalité en tant qu'outil est d'aller chercher les situations extrêmement spécifiques pour voir où est-ce que les « politiques de ruissellement » des majorités aux personnes minorisées¹¹ ont échoué. L'antiracisme est de ces combats complexes qui se doit d'adresser chacune de ses facettes qu'elles soient individuelles, institutionnelles, structurelles ou historiques. Et à problème complexe, il faut apporter une solution complexe.



Aida Yancy

Historienne spécialisée dans les questions de race, de genre, d'orientation sexuelle, d'oppression et de domination sociale.

Sources/ Pour aller plus loin

- AHMED Sara, *Living a Feminist Life*, Durham et Londres, Duke University Press, 2017
- CRENSHAW Kimberlé, "Demarginalizing the Intersection of Race and Sex: A Black Feminist Critique of Antidiscrimination Doctrine, Feminist Theory and Antiracist Politics", *University of Chicago Legal Forum*, Vol. 1989: Iss. 1, Article 8. [En ligne]. < <http://chicagounbound.uchicago.edu/uclf/vol1989/iss1/8> >
- LORDE Audre, *Sister Outsider*, Berkeley, Crossing Press, 2007 (première édition 1984)
- TAYLOR Keeanga-Yahamhata (ed.), *How We Get Free*, Chicago, Haymarket Books, 2017
- WEKKER Gloria, *White Innocence. Paradoxes of Colonialism and Race*, Durham et Londres, Duke University Press, 2016

*Living a Feminist Life*⁹. Cet exemple est valable pour tout autre type de minorisation.

Alors on fait comment ?

Premièrement, il faut commencer par reconnaître que nous vivons dans un environnement pensé et construit depuis plusieurs siècles, par et pour les personnes majoritaires en termes de pouvoir, c'est-à-dire les personnes blanches et à fortiori les hommes, de classe moyenne à supérieure, cis-genres¹⁰, hétérosexuels, considérés comme valides, etc. Les fondations de notre société telle que nous la connaissons, notamment en raison de son ancrage historique, sont empreintes de racisme, de sexisme, de validisme, etc.

Ensuite, le plus simple à partir de là est probablement de se concentrer

4 - Notamment SUÉ GONZÁLEZ HAUCK, "Intersectional feminist engagements with international law. An interview with Emilia Roig (first part)", *Völkerrechtsblog*, 14 January 2020, [En ligne], < <https://voelkerrechtsblog.org/intersectional-feminist-engagements-with-international-law/> >

5 - Discrimination à l'égard des personnes trans* (personnes dont le genre ne correspond pas au genre qui leur a été assigné à la naissance).

6 - Discrimination à l'égard de personnes à diversité fonctionnelle ou porteuse d'un handicap.

7 - "There is no such thing as a single-issue struggle because we do not live single-issue lives.": LORDE Audre, "Learning from the 60s", *Sister Outsider*, Berkeley, Crossing Press, 2007 (première édition 1984), p.138

8 - ROUSSEAU Nicolas, « Le racisme « anti blanc » n'existe pas », *BePax*, 28 octobre 2016, [En Ligne], < <https://www.bepax.org/publications/le-racisme-anti-blanc-n-existe-pas.html> >

9 - AHMED Sara, *Living a Feminist Life*, Durham et Londres, Duke University Press, 2017

10 - Cisgenre désigne les personnes dont le genre correspond à celui qui leur a été assigné à la naissance.

11 - L'idée que lorsqu'on adapte une politique à un groupe majoritaire (en termes de pouvoir), celle-ci aura forcément des conséquences positives sur les groupes minoritaires qu'elle atteindra « naturellement » sans prendre en compte les obstacles institutionnels, structurels et historiques qui empêchent l'accès à ces politiques.

La haine, ce virus

Le discours de haine est un concept que nous connaissons tous, ou que nous pensons tous connaître, mais il est plus complexe qu'il n'y paraît à première vue. Les recherches sur le sujet se sont multipliées ces dernières années, la haine étant de plus en plus présente sur Internet. La pandémie de coronavirus n'a pas été sans avoir un impact sur les minorités : de nouveaux types de discours haineux sont apparus et une quantité inimaginable de désinformation a inondé les médias sociaux - et malgré tous les efforts des décideurs politiques, des sociétés de médias sociaux, de la société civile et des militants, la question du discours haineux a persisté. Pourquoi en est-il ainsi et que pouvons-nous faire pour y remédier ? Nous en discuterons plus loin.

Qu'est-ce que le discours de haine ?

Même si le concept est de plus en plus utilisé, il manque encore une définition universelle de ce qu'est un discours de haine : il est défini différemment dans la législation internationale, la législation nationale, dans les conditions générales des entreprises de médias sociaux ou dans les cercles de la société civile et des militants. Comme il n'existe pas de définition unique, il est préférable de considérer la variété des définitions sur un spectre où les définitions juridiques plus strictes se trouvent d'un côté, tandis que les définitions plus larges, préférées par les ONG et les services d'aide aux victimes, se trouvent de l'autre côté du spectre.

Les définitions plus larges tendent à inclure une approche centrée sur la victime en lui permettant de décider si un contenu ou un certain discours est haineux ou non. C'est également la raison pour laquelle il est difficile de définir le discours haineux de manière universelle : le préjudice qu'il implique peut être perçu de manière très subjective, car souvent ceux qui n'appartiennent pas au groupe cible ne pourront pas le saisir pleinement. C'est naturel : nous comprenons tous mieux le contexte et les nuances lorsqu'il s'agit de quelque chose que nous connaissons.

Les définitions juridiques sont fortement encouragées à des fins d'enregistrement mais aussi afin de pouvoir promouvoir des politiques

basées sur des données chiffrées. Les autorités publiques, les procureurs et la police ont tendance à préférer ces définitions plus strictes qui sont moins subjectives, mais qui donnent également moins d'espace et de crédit à la victime. Toutefois, il est utile de rappeler que les définitions juridiques plus strictes peuvent omettre une quantité importante de discours de haine qui doivent pourtant également être combattus parce que le discours de haine cause un préjudice indépendamment de sa légalité.

Qu'il soit illégal ou légal (dans la "zone grise", comme on l'appelle souvent), le discours de haine n'existe pas pris isolément. Pour qu'il devienne haineux, il doit souvent être replacé dans son contexte, car sans celui-ci, le message haineux, pourtant présent, peut ne pas apparaître. Un exemple simple est l'image d'une bombe qui explose et qui, lorsqu'elle est publiée dans un article sur la migration, peut transmettre un message haineux. Le contexte est également la raison pour laquelle les modérateurs, qui peuvent avoir des origines culturelles différentes de celles du contenu qu'ils regardent, peuvent avoir du mal à identifier si quelque chose est haineux ou pas. Enfin, le contexte peut également être compris comme le contexte plus large du monde en ligne où le discours de haine s'entremêle à d'autres phénomènes.

Discours de haine dans le contexte du web

La haine a toujours existé et il est peu probable qu'elle disparaisse un jour. Cependant, avec l'essor des médias sociaux, les discours de haine sont devenus beaucoup plus visibles et ont pris de nouvelles formes et orientations. Lorsqu'il est combiné à d'autres méfaits en ligne, il devient encore plus nuisible. Il va souvent de pair avec le harcèlement et la cyberintimidation, lorsque des personnes sont ciblées et reçoivent de façon répétée des messages au contenu haineux qui s'attaquent à une ou plusieurs de leurs caractéristiques. Ces attaques peuvent être particulièrement douloureuses car elles ont tendance à viser l'essence même de l'individu, la répétition et l'escalade aggravant l'impact. Le discours de haine a également été un élément essentiel de la radicalisation, appliqué méticuleusement pour créer un récit du "nous contre eux".

Enfin, les discours de haine, implicites ou explicites, ont fait partie de la désinformation, contribuant à un environnement hostile à l'égard de certains groupes et canalisant les idées marginales vers le courant dominant. Lorsqu'on lit des « fausses nouvelles » sur les "sales migrants qui apportent des maladies" ou sur un "groupe international qui en tire d'énormes profits", ces déclarations jouent sur nos préjugés inconscients et permettent, au goutte à goutte, le développement de sentiments négatifs envers un groupe donné. De tels messages contribuent à un

environnement hostile et lorsqu'on appartient à une communauté ciblée, cela peut accroître le sentiment d'insécurité et d'aliénation. En fin de compte, les discours de haine causent de graves dommages au tissu social en sapant la confiance mutuelle.

Discours de haine pendant la crise du covid-19

La crise actuelle a mis, à un niveau mondial, nos populations dans une situation sans précédent, affectant d'une manière ou d'une autre la vie de chaque individu. Nos sphères en ligne ne font pas exception à la règle. Quel est l'impact de cette pandémie sur la haine en ligne et où cela nous mènera-t-il ?

Alors que le virus et sa propagation s'intensifiaient en Europe, avec l'introduction du confinement, d'abord en Italie, suivie bientôt par d'autres pays, il semblait y avoir une pause dans la haine en ligne. Comme si les gens, qui diffusent habituellement la haine, étaient trop occupés pour savoir comment agir face à un ennemi inhabituel, invisible à l'œil nu et qui ne peut être relié à un groupe de personnes. Pendant une courte



La société civile, qui joue un rôle important dans la surveillance des médias sociaux et dans le soutien aux victimes, doit être renforcée afin de pouvoir poursuivre son travail essentiel

période, il y a eu de la place pour respirer, alors que nous essayions tous de nous adapter à une série de nouvelles mesures visant à protéger tout le monde : il semblait que pour une fois, nous étions tous dans le même bateau.

Cela n'a pas duré longtemps.

Dès que les gens ont pris conscience des défis posés par la crise et de ses conséquences économiques, ils se sont précipités sur Internet pour trouver un responsable et une explication à ce qui se passait. La désinformation en ligne a connu un pic comme jamais auparavant¹ alors que les entreprises de médias sociaux tentaient dans le même temps d'accélérer leurs activités de vérification des faits et d'accroître leur transparence². La haine, comme d'habitude, se cache en arrière-plan. De vieux stéréotypes ont été ravivés, blâmant les groupes minoritaires pour la propagation du virus, depuis les mythes selon lesquels les Juifs ou les minorités asiatiques sont derrière tout cela³ jusqu'à la responsabilité des Roms⁴ et des réfugiés pour avoir introduit le virus et l'avoir propagé en Europe.

Dans une étude récente⁵, le projet SCAN, dont CEJI est partenaire, a examiné en profondeur les tendances actuelles des discours de haine à la lumière de la crise du coronavirus, en étudiant les différentes façons dont les boucs émissaires apparaissent dans les pays, en faisant souvent porter la responsabilité à un groupe plutôt qu'à un autre, ou à différents groupes simultanément.

La résurgence de l'antisémitisme et des sentiments anti-élite s'est intensifiée dans les pays de l'UE, parallèlement à un type de haine spécifique contre les asiatiques.

Depuis le tout début de la pandémie, les communautés asiatiques du monde entier ont été la cible d'attaques haineuses, tant verbales que physiques, car les gens cherchaient désespérément quelqu'un à blâmer en période d'incertitude. Les communautés chinoises et asiatiques ont fait état de comportements racistes et hostiles nettement plus nombreux qu'auparavant, ce qui a conduit à la naissance du hashtag #JeNeSuisPasUnVirus en France. Comme les crimes de haine ne sont souvent pas signalés⁶, on peut supposer sans risque que le nombre de cas est encore plus élevé dans la réalité.

Il est certain que la crise sanitaire actuelle sera suivie d'une crise économique encore plus grave, qui touchera des millions de personnes sur tout le continent. Nous savons que, historiquement, les dépressions économiques sont un terreau fertile pour la haine et la recherche de boucs émissaires. Nous ne pouvons donc que redouter une poursuite et une escalade de la haine en ligne, certainement dans les mois, voire les années à venir.

Que pouvons-nous faire ?

Tout d'abord, il est essentiel de sensibiliser toutes les couches de la société aux discours de haine, aux phénomènes en ligne connexes et à leurs méfaits, non seulement auprès des jeunes, mais aussi via l'éducation des générations plus âgées qui sont les plus susceptibles de partager des informations erronées⁷ en ligne.

La société civile, qui joue un rôle important dans la surveillance des médias sociaux et dans le soutien aux victimes, doit être renforcée afin de pouvoir poursuivre son travail essentiel. Il existe un besoin évident de formations spécialisées sur le sujet pour les organismes chargés de l'application de la loi, combinées à une formation sur les préjugés inconscients, afin qu'ils puissent remplir le rôle qui leur incombe dans le traitement et le rapportage des discours de haine. Alors que nos systèmes de santé et économiques chancellent, les décideurs politiques doivent également donner la priorité à la lutte contre la haine, car il y aura inévitablement une résurgence lorsque la récession frappera.

Enfin, que pouvons-nous faire, en tant qu'individus ? Chacun d'entre nous a ses propres sphères d'influence où il peut apporter un changement. Nous pouvons commencer par nous éduquer, par exemple en suivant l'un des cours "Facing Facts Online" sur le discours de haine, qui est disponible en anglais, français, allemand et italien. Nous pouvons également encourager les autres à ne pas rester spectateurs en ligne lorsqu'ils voient un commentaire haineux. Le travail peut sembler écrasant, mais nous n'avons pas besoin d'être un expert en matière de lutte contre les discours de haine ; nous pouvons simplement commencer par exprimer notre solidarité avec ceux qui sont visés afin que, lentement, pas à pas, nous puissions renforcer notre immunité mentale collective et vaincre le virus de la haine.



Julia Mozer

1 - <https://news.un.org/en/story/2020/04/1061592>

2 - <https://www.politico.eu/article/facebook-avaaz-covid19-coronavirus-misinformation-fake-news/>

3 - <https://www.haaretz.com/us-news/.premium-the-jews-control-the-chinese-labs-that-created-coronavirus-1.8809635>

4 - <https://euobserver.com/coronavirus/147759>

5 - http://scan-project.eu/resources-and-publications/#Covid_19

6 - <https://www.facingfacts.eu/journey-of-a-hate-crime-english/>

7 - <https://advances.sciencemag.org/content/5/1/eaau4586.full>

Des parapluies usés pour entretenir l'ignorance blanche

En tant que blanc.he.s, nous ne supportons pas d'être bousculé.e.s dans notre confort racial. Cela suscite chez nous des réactions prévisibles qui sont autant de boucliers contre ce qui sonne comme une attaque à notre égard. Ces mécanismes de défense reposent pourtant sur une compréhension extrêmement pauvre du racisme, sur une ignorance continuellement entretenue.

Au même titre que l'hétéro-normativité, la blanchité a cette double caractéristique d'être à la fois omniprésente, en impactant constamment la vie de tous les individus, et généralement invisible : il s'agit d'une norme non pensée comme telle par celles et ceux qu'elle inclut en son sein. De ce paradoxe découle un premier privilège : celui, pour les personnes blanches, de ne pas avoir à se poser la question de ce c'est que d'être blanc.he.

Que se passe-t-il lorsque cette norme et les inégalités qu'elle produit sont nommées et cessent d'être l'évidence ? Que se passe-t-il lorsque des personnes exclues de cette norme prennent la parole pour visibiliser la blanchité, pour la désuniversaliser, et finalement pour nommer et situer celles et ceux qui en bénéficient ?

Un déni tenace et multiforme

Il est normal que depuis leur position sociale, les groupes minoritaires questionnent et interpellent la norme sur ses angles morts, sur les violences qu'elle produit et les privilèges qu'elle génère. Et les sciences sociales nous rappellent qu'il n'est

pas étonnant que cela suscite, dans le chef du groupe majoritaire, des réactions très fortes de résistance et de déni¹.

En tant que personnes blanches, lorsqu'une brèche est creusée dans la vision morale du racisme et lorsqu'est nommée notre position au sein de ce système, nous ressentons généralement des émotions intenses (étonnement, colère, indignation, culpabilité). Incapables de gérer cette situation d'inconfort totalement inhabituel, nous réagissons, argumentons, contre-attaquons. Tout, pourvu que cesse ce qui nous semble être une atteinte à notre intégrité morale.

Le plus souvent, nous nions, tout simplement : « *Non, ce n'est pas du racisme* ». Avec comme argument principal l'absence d'intention individuelle : pas d'intention raciste, pas de racisme ! Le racisme semble n'être qu'une question de point de vue et l'enjeu central devient d'imposer sa définition de ce qui est raciste et ce qui ne l'est pas. Un processus violent par lequel, depuis notre position dominante, nous cherchons à maintenir une définition morale de l'oppression.

Nous pouvons également déplacer la responsabilité sur les épaules de celles et ceux qui subissent les violences racistes. Il est ainsi fréquent d'entendre « *c'est vrai qu'il y peu de diversité dans nos équipes, mais s'ils ne postulent pas, on ne peut aller les chercher nous-mêmes* ». Notre déni peut également prendre la forme d'une affirmation selon laquelle il y a en fait une autre explication que le racisme. Récemment, lors d'une formation donnée à des professeur.e.s dans un groupe très majoritairement blanc, une dame afro-descendante, professeure de musique, explique se sentir régulièrement négligée par sa direction lorsqu'elle fait part de problèmes de racisme dans la cours de récréation. Spontanément, les réactions du reste du groupe débouchent sur un consensus : « *ça n'a rien à voir avec ta couleur, c'est sûrement parce que tu es professeure de musique* ». La journée passée à aborder les manifestations insidieuses du racisme structurel n'a visiblement pas fait le poids face à la nécessité de rétablir une situation confortable.

Nous pouvons encore regretter cette manie « *de voir du racisme partout* » ou de « *diviser la lutte* », voire même reprocher aux personnes racisées de dénoncer l'oppression qu'elles subissent de manière trop radicale, trop agressive. Et finalement, nous pouvons pousser le vice jusqu'à pointer la montée d'un racisme anti-blancs, tantôt timidement, tantôt de façon complètement décomplexée².

1 - Voir notamment les travaux de Colette Guillaumin, ainsi que les références à venir dans ce texte

2 - Pour plus d'informations sur ces différentes stratégies de résistance, voir Rousseau N. (2019), « Être blanc.he : le confort de l'ignorance », BePax, pp. 27-40, disponible en accès libre sur le site www.bepax.org.

Un maintien du statu quo...

Ces réactions quasi-systématiques ont des implications très fortes : elles déplacent le débat et ôtent systématiquement la question du racisme de la table. Le problème n'est plus celui des discriminations et violences racistes, mais bien celui de voir questionnée la position que nous occupons dans le système raciste. Ces résistances et ce déni ne permettent de questionner ni nos propres attitudes et croyances, ni la manière dont certaines pratiques produisent et perpétuent les violences et inégalités. Ils constituent des boucliers de défense face aux interpellations de celles et ceux qui quittent la place qui leur est historiquement assignée pour oser nommer la blancheur et le groupe qui en bénéficie.

Pourtant, derrière ces effets puissants se cache une compréhension extrêmement pauvre du racisme. Une vision morale, totalement déconnectée de l'histoire et des rapports sociaux de pouvoir. Le racisme devient principalement la peur ou la haine des différences, alors qu'il est un système de domination qui crée ces différences et les hiérarchise.

Comment expliquer cette ignorance, en dépit du savoir existant ? Comment est-il encore possible de ne pas savoir ? « *Quelles sont les logiques par lesquelles on nie l'évidence de ce qu'on ne veut pas voir, on discrédite ceux qui tentent de le montrer, on requalifie ce qu'on ne parvient plus à taire, et finalement on justifie l'injustifiable?* »³

Une ignorance blanche

Cette ignorance découle notamment du vécu de domination lui-même. Nous sommes, en tant que personnes blanches, socialisées de manière « à ne pas savoir ». En ne vivant pas l'oppression raciste et en grandissant dans une société modelée à notre image, nous nous trouvons isolé·e·s de toute violence structurelle liée à la race. Nous pouvons vivre notre vie entière sans nous intéresser au racisme et à son fonctionnement. Les subjectivités sont aussi le produit de l'histoire et des rapports sociaux de domination.

Pour le philosophe Charles Mills, cette ignorance blanche ne renvoie pas au seul fait de ne pas savoir dans le chef d'individus pris individuellement. Il s'agit plutôt d'un prisme, d'une manière de voir le monde, un peu comme l'habitus de Bourdieu⁴.

Une sorte de « *dysfonctionnement cognitif socialement avantageux* » par lequel les sujets blancs se trouveraient « *pris au piège d'une blancheur aveuglante éclipant la réalité des rapports sociaux* »⁵.

Une ignorance intimement liée à la blancheur et qui n'a donc rien de naturel ; elle évolue, s'adapte selon le contexte et les périodes de l'histoire. Aujourd'hui, selon Mills, elle repose particulièrement sur un blanchiment de l'histoire, avec une sorte « d'effacement racial »⁶ : pour lui, ce que nous refusons de croire, c'est qu'un système global d'inégalités raciales hérité du passé puisse encore impacter la société actuelle. Cela permet, selon Gloria Wekker, de penser l'innocence de l'Europe, de nous penser comme un espace libéré du poids de la race⁷.

Cet « effacement racial », on le retrouve en Belgique aujourd'hui, par exemple dans la manière d'aborder la question du blackface dans le folklore⁸, dans la légitimité institutionnelle donnée au concept de racisme anti-blanc ou, plus généralement, dans tout ce qui n'est pas dit, dans tous les euphémismes que l'on peut trouver afin de ne pas nommer la race et ses effets.



Les résistances et le déni, maquillés d'une couche de bons sentiments, sont également fréquents dans les sphères et associations plus progressistes de la société.

Rafistoler des parapluies usés

Cette perception de l'ignorance ne doit pas pour autant nous sembler déresponsabilisante. Comme le rappelle Anne-Laura Stoler, le terme d'ignorance est étymologiquement lié au verbe ignorer, verbe actif qui désigne le fait de se détourner de quelque chose⁹. Cette ignorance est entretenue car elle est nécessaire au groupe majoritaire pour préserver le statu quo.

À cet égard, Jennifer C. Mueller souligne l'importance de ne pas sous-estimer la créativité dont les personnes blanches font preuve pour mettre en place des stratégies de résistance, telles que celles évoquées plus haut, lorsqu'une brèche est faite dans ce mur de l'ignorance. En reprenant une allégorie de Derrick Bell, elle imagine des perturbations météorologiques fictives : des pluies d'informations au sujet des violences et discriminations raciales qui tomberaient sur les personnes blanches. Face à ces averses, certain·e·s réussissent à éviter les averses, d'autres rafistolent des parapluies qui, bien que très usés, permettent d'éviter d'être trop mouillé·e·s, d'autres encore se retrouvent trempés mais mettent en place des moyens pour « tenir » durant cette période, le temps que le ciel se dégage¹⁰. L'essentiel, c'est le confort de l'ignorance et les avantages qui en découlent

Il y a urgence à nous responsabiliser

« Les savoirs minoritaires ne peuvent que susciter de telles réactions car ils font voir (...) des formes de domination qu'en raison de la force de leur naturalisation on ne voyait pas comme telles¹¹ ». En pointant le caractère systémique du racisme et en situant celles et ceux qui en bénéficient au sein de ce système, « la prise de parole

minoritaire dérange tellement que les majoritaires ne peuvent plus se permettre de l'ignorer¹² ».

Alana Lentin parle d'une crise de la blancheur, estimant que, « dans la plupart des pays caractérisés par une blancheur structurelle et dominante, (...) celle-ci ne s'ignore plus désormais dans sa « crise d'identité », ajoutant que cette prise de conscience ne débouche pas sur un large mouvement de défection à la blancheur mais « suscite un appel aux armes, dans le but d'en protéger les avantages cumulés¹³ ». Ce phénomène, précise-t-elle, « revêt des expressions multiples et ouvertes, matériellement importantes, que traduisent les passions renouvelées en Europe par un nationalisme populiste, le référendum du Brexit, l'élection de Donald Trump, la criminalisation rampante des identités musulmanes¹⁴ ».

Mais à côté de ces manifestations évidentes situées très à droite du spectre politique, les résistances et le déni, maquillés d'une couche de bons sentiments, sont également fréquents dans les sphères et associations plus progressistes de la société. Ils se matérialisent notamment par une importante inertie face à aux interpellations sur la nécessité d'entreprendre des mesures structu-

relles afin d'éviter la reproduction de violences tant dans les interactions au sein des associations que dans les pratiques.

Il y a pourtant urgence, car pendant ce temps, ce sont encore et toujours les mêmes personnes qui subissent les micro-agressions racistes et le paient de leur santé. Il importe donc de continuer de créer des brèches dans cette ignorance, de susciter l'inconfort en questionnant ces réflexes défensifs, symboles aussi d'une absence d'empathie et d'humanité. Certes, ce focus sur les conduites individuelles n'est pas suffisant pour lutter contre le racisme, mais cela peut au moins permettre d'éviter de produire certaines violences là où il ne devrait pas y en avoir, et de créer des conditions permettant d'évoluer vers des changements structurels.



Nicolas Rousseau

- 3 - Fassin, D. (2006), « Du déni à la dénégation. Psychologie politique de la représentation des discriminations », in Fassin E. éd. (2006), *De la question sociale à la question raciale : Représenter la société française*, (pp. 131-157), Paris, La Découverte.
- 4 - Mills C.W. (2015), « Global White Ignorance », In Gross, M. and McGoey, L. (Eds) *Routledge International Handbook of Ignorance Studies*. Routledge. Abingdon, p. 218
- 5 - Cervulle, M. (2012), « La conscience dominante. Rapports sociaux de race et subjectivation ». *Cahiers du Genre*, 53(2), 37-54
- 6 - Mills C.W. (2015), « Global White Ignorance », *op.cit.*, p. 219-220
- 7 - Wekker G. (2016), « White Innocence. Paradoxes of colonialism and race », Duke University Press
- 8 - A ce sujet, voir notamment les actions et interventions du collectif Bruxelles Panthères, de Véronique Clette-Gakuba et de Martin Vander Elst.
- 9 - Stoler A-L. (2010), « L'aphasie coloniale française : l'histoire mutilée », in Mbembe A., Vergès F., Bernault F., Boubeker A., Bancel N. & Blanchard P. (2010), *Ruptures postcoloniales: Les nouveaux visages de la société française*, Paris, La Découverte, p.68
- 10 - Mueller J. C. (2017), « Producing Colorblindness : Everyday Mechanisms of White Ignorance », in *Social Problems*, Volume 64, Issue 2, May 2017, Pages 219-238
- 11 - Garbagnoli S. (2020), « « Les obsédés de la race et du sexe » : penser les attaques anti-minoritaires avec Colette Guillaumin », disponible sur <https://aoc.media/>
- 12 - Idem
- 13 - Lentin A. (2019), « Post-racisme, déni du racisme et crise de la blancheur », *SociologieS* [En ligne], Dossiers, Politiques de la diversité, mis en ligne le 23 mai 2019, consulté le 18 mai 2020
- 14 - Idem

Contribuez à une société plus juste et plus égalitaire

L'ASBL BePax est heureuse de vous proposer gratuitement la revue Signes des Temps, dont le coût d'impression et d'envoi revient à 1,50 € par exemplaire.

Si vous souhaitez soutenir notre travail de publication, n'hésitez pas à **faire un don sur le compte BE28 7995 5017 6120**. Quel qu'en soit le montant, votre soutien est précieux ! (Déduction fiscale à partir de 40 € sur base annuelle).

BePax est également apte à recevoir des legs. Pour plus d'informations, contactez votre notaire ou contactez-nous au +32 (0)2 896 95 00 ou via info@bepax.org.

NOUVELLE ÉTUDE BEPAX

Ce manuel s'adresse à toute personne curieuse d'apprendre et de mieux cerner ce qu'on entend par « théorie du grand remplacement ». Et toute personne désireuse d'acquérir des connaissances pour répondre aux tenants de discours remplacistes. Son aspect didactique en fait un manuel utilisable auprès de différents publics (notamment le public jeune, à partir des secondaires) mais aussi tout public séduit par l'idée d'un remplacement démographique.

Étude à commander en ligne sur notre site web : bepax.org



Consultez nos autres dossiers thématiques :

Signes des Temps

Extrême droite
Le rascisme comme projet politique

MA-AV-MAI. 2020

Signes des Temps

Communautarisme
l'accusation à géométrie variable

JAN - FEV. 2020

Signes des Temps

Plaidoyer et Antiracisme
Comment obtenir de meilleures politiques publiques ?

OCT. - NOV. 2019

Surfez sur www.bepax.org
et suivez-nous sur



BePax
Dialogue & Diversité

ASBL BePax
Chaussée Saint-Pierre, 208
1040 Bruxelles

Tél. +32 (0)2 896 95 00
E-mail : info@bepax.org
facebook.com/bepaxasbl
www.bepax.org